

### COMMUNIQUE DE UN WATCH

#### **L'UNESCO silencieux alors que le Hamas utilise un site du patrimoine mondial pour en faire un camp d'entraînement terroriste**

*La session de l'UNESCO à Paris prend pour cible Israël dans 5 points de l'agenda*

**GENÈVE, le 15 avril** – Dans un courrier urgent envoyé ce jour à Madame Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO, UN Watch exige qu'une action immédiate soit prise pour empêcher le Hamas d'investir le port de Gaza – qui date d'il y a 300 ans – pour l'utiliser comme camp d'entraînement terroriste, comme le rapporte Al Monitor Palestine Pulse. Une copie a également été envoyée à Madame la Ministre des Affaires Etrangères de l'U.E. Catherine Ashton demandant que l'Union Européenne agisse.

La destruction partielle de l'ancien Port d'Anthedon – dans lequel se trouvent les ruines d'un temple romain et des restes archéologiques des ères Perses, Helleniques et Bizantines – se produit un an exactement après que cette région soit nommé site du Patrimoine Mondial par le nouvel état membre de l'UNESCO, la Palestine.

UN Watch a demandé à Madame Bokova de soulever ce point au Comité Exécutif de l'UNESCO qui se réunit pour le moment à Paris.

Alors que la réunion biannuelle de l'UNESCO, qui a lieu jusqu'au 26 avril, a à son agenda cinq points concernant la Palestine – que l'Ambassadeur des Etats-Unis, Monsieur Killon a décrit comme « extrêmement politisé » et destiné à « s'en prendre à Israël » - aucune discussion n'est prévue sur la destruction du site proposé comme Patrimoine pour l'utiliser comme camp d'entraînement terroriste par le Hamas.

**Comme c'est la norme à l'UNESCO, Israël est le seul pays au monde critiqué au cours de la session du Comité Exécutif de ce mois. A ce sujet, l'UNESCO est considéré comme étant l'agence la plus anti-Israël de tout le système des Nations Unies.**

L'année dernière, et seulement après une campagne importante de UN Watch, l'UNESCO a exceptionnellement condamné la Syrie. Cependant rien n'est prévu sur la Syrie dans la session en cours ; au contraire, le régime meurtrier de Assad a toujours un des 30 sièges convoités au Comité des Droits de l'Homme de l'UNESCO, lui permettant de façon absurde à juger les dossiers sur les Droits de l'Homme d'autres pays.